

2. ten behoeve van de door de Regering bepaalde categorieën van gehandicapten, door een geneesheer, wiens bevoegdheid is vastgesteld bij besluit van de Regering.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 20 november 1995.

De Minister-President, Minister van Financiën,
Internationale Betrekkingen, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen,
W. SCHRÖDER

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 - 95

[C - 31565]

28 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant délégations de compétences et de signatures au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 30;

Vu les articles 17, 18, 21, 26, 28, 32 à 35 et 39 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, tels que modifiés;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 relatif à la dissolution du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et au transfert de ses biens, droits et obligations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par la loi du 6 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 contenant le cahier général des charges;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, 1°;

Considérant qu'il importe de déterminer sans délai les délégations de compétence et de signature accordées au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Délégations en matière de personnel*

Article 1er. § 1er. En conformité avec les statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, la délégation de compétence et de signature est donnée à son fonctionnaire dirigeant pour :

- 1° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents pour les agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;
- 2° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;
- 3° établir la proposition requise pour une mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 4° constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;
- 5° rappeler en activité un agent absent pour cause de maladie que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre au moins partiellement ses fonctions, si cela est compatible avec les exigences d'un bon fonctionnement du service;
- 6° accorder aux membres du personnel les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier;
- 7° prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4;
- 8° placer un agent en non-activité s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;
- 9° infliger toute sanction disciplinaire, sauf le blâme, aux fonctionnaires 2+, 2, 3 et 4 et prononcer toute suspension à l'égard des fonctionnaires du même niveau, dans l'intérêt du service;
- 10° fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avance de traitement et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;
- 11° accorder les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade pour les grades de niveau 2+, 2, 3 et 4;
- 12° prendre les dispositions nécessaires pour promouvoir le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane à chacun des grades que cette carrière comporte;
- 13° désigner un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 2+, 2, 3 et 4, après avis motivé du conseil de direction et désigner, à titre provisoire, un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 1, 2+, 2, 3 et 4, lorsque la continuité du service l'exige;
- 14° licencier, pour motifs graves, les membres du personnel engagés par contrat y compris les agents contractuels subventionnés et les jeunes stagiaires. Cette mesure doit être confirmée par le Collège;
- 15° accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- 16° accorder l'autorisation d'assister à toute réunion, congrès, colloque, journée d'études séminaires et conférence organisés dans le pays ou à l'étranger, moyennant l'accord du Membre du Collège fonctionnellement compétent lorsqu'il s'agit d'une mission de plus de cinq jours;
- 17° régler l'affectation provisoire des membres du personnel au sein des services ;
- 18° entretenir toute relation avec le Secrétariat permanent au Recrutement;
- 19° signer les états de frais de déplacements et de séjour établis au nom des membres du personnel dans le cadre des missions qui leur sont dévolues en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par leurs responsables de service;
- 20° autoriser des membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de services occasionnels en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition de leurs responsables de service;

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant et en cas d'urgence, les compétences énumérées au § 1er sont exercées par le fonctionnaire responsable des Services généraux, sans préjudice des dispositions reprises au § 3.

§ 3. Pour autant qu'il s'agisse de l'octroi des congés annuels, des congés de récupération horaire, des congés de circonstance, des congés familiaux et des congés pour don de sang ou plasmaférèse, la compétence reprise au § 1er, 6° peut être subdéléguée aux fonctionnaires désignés expressément par acte écrit du fonctionnaire dirigeant pour les membres du personnel affectés à leur service.

Art. 2. Le fonctionnaire dirigeant informe le membre du Collège fonctionnellement compétent ainsi que le membre du Collège chargé de la Fonction publique des mesures prises en application de l'article 1er, § 1er, 2°, 5°, 6° (sauf les congés prévus à l'article 1er, § 3), 7°, 8°, 10°, 11°, 13°, 17°.

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant communique aux membres du Collège une fois tous les six mois la liste actualisée des membres du personnel classée par services, grades et fonctions.

CHAPITRE II. — *Délégations en matière de formation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

Art. 4. Les limites financières des délégations prévues par le présent chapitre s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 5. Dans les limites des crédits disponibles et sans préjudice des limitations imposées par les dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fourniture et de services, le fonctionnaire dirigeant est habilité à arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de

formation du marché, à engager la procédure et à approuver les marchés pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, dont le montant ne dépasse pas :

- 2.500.000 F.B. pour les marchés passés par adjudication publique ou sur appel d'offre général;
- 1.250.000 F.B. pour les marchés passés en adjudication restreinte ou sur appel d'offre restreint;
- 250.000 F.B. pour les marchés passés de gré à gré.

Art. 6. Les délégations précitées ne sont valables que dans les cas suivants :

1° l'objet de la dépense a été autorisé par le Collège ou le membre du Collège fonctionnellement compétent, soit par l'approbation d'un programme où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet;

2° la dépense a fait l'objet d'une inscription nominative au budget approuvé du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Aucune autorisation n'est requise lorsqu'il s'agit d'une dépense pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement).

Art. 7. Le fonctionnaire dirigeant est également habilité à approuver dans le cadre de l'exécution normale du marché conclu et dans les limites de la réalisation de l'objet initialement visé, les factures et les déclarations de créance relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services même si le montant dépasse les délégations prévues à l'article 5.

Art. 8. Est attribué au fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de prendre des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple du marché.

Art. 9. Pour les marchés d'un montant ne dépassant pas 1.250.000 F.B., est attribué au fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de décider des dérogations au cahier général des charges, de traiter à prix provisoire ou à remboursement, d'imposer le contrôle du prix et de prévoir l'octroi d'avances, sans préjudice pour les finances du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

CHAPITRE III. — Délégations en matière de signatures et en matière financière

Art. 10. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant

1° pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes dans les limites prévues à l'article 5 du présent arrêté;

en cas d'empêchement ou d'absence du fonctionnaire dirigeant, celui-ci peut accorder une subdélégation par acte écrit et préalable au fonctionnaire responsable des Services généraux;

b) sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV, la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel, les notes ou lettres de transmission, les copies certifiées conformes et extraits de documents, toute notification de décision ayant été prise en exécution de la réglementation relative à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

des subdélégations peuvent être accordées par actes écrits et préalables du fonctionnaire dirigeant qui en précisera les limites, à des fonctionnaires de niveau 1 qu'il désigne expressément;

c) sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV, les ordonnances de paiement et de récupération d'avances de fonds;

une subdélégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire responsable des Services généraux;

d) les accusés de réception des courriers recommandés ou non, présentés au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

une subdélégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant à tout fonctionnaire qu'il désigne à cet effet.

2° pour approuver :

a) les factures et déclarations de créance concernant les fournitures, travaux ou prestations de toute nature;

b) les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

c) les comptes et recettes, ainsi que les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des comptes;

d) les dépenses de toute nature, et notamment les états de paiement relatifs aux dépenses de location;

e) les prolongations de délai d'exécution de travaux de construction et d'aménagement pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ayant fait l'objet d'une promesse de subvention;

f) les états d'avancement et les décomptes finaux des travaux exécutés pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dont le montant se situe dans les limites de l'article 5;

3° pour engager et ordonnancer les dépenses dans le cadre des décisions adoptées par le Collège ou par le membre du Collège fonctionnellement compétent, sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV.

Art. 11. Une délégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire responsable des Services généraux dans les cas prévus à l'article 10, 2°.

CHAPITRE IV. — Délégations en matière de prestations accordées dans le cadre des missions décrites à l'article 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Art. 12. § 1er. A l'exception des subventions à l'investissement des institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et des compléments de subvention à l'entretien accordés aux ateliers protégés dont la gestion est reconnue déficitaire, l'octroi des subventions et autres

interventions régies par des règlements organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le système de calcul du montant et qui sont destinées à des institutions agréées par ledit Fonds bruxellois est délégué au fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, une subdélégation peut être accordée au fonctionnaire responsable du Service des Prestations collectives ou, à son défaut, au fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément par acte écrit et préalable.

Art. 13. L'ordonnement des subventions reprises à l'article 12, y compris les subventions à l'investissement, est délégué au fonctionnaire responsable du Service des Prestations collectives, quel que soit leur montant. En cas d'absence ou d'empêchement de ce fonctionnaire, une subdélégation est accordée au fonctionnaire de niveau 1 que le fonctionnaire dirigeant désigne expressément par acte écrit et préalable.

Art. 14. L'ordonnement des subventions de plus de 100.000 francs et l'octroi et l'ordonnement des subventions de 100.000 francs ou moins accordées à des promoteurs de projets-pilotes décidés par le Collège ou le membre du Collège fonctionnellement compétent est délégué au fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

Art. 15. La signature des :

1° notifications aux intéressés des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et courriers y relatifs;

2° notifications relatives à l'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre de formation agréé par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre agréé ou reconnu par le FOREM ou par l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

5° contrats d'adaptation professionnelle avec un employeur;

6° notifications relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

7° décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées dans ces institutions;

8° courriers relatifs à la mise au travail de personnes handicapées dans les entreprises privées, dans les administrations publiques et les organismes d'intérêt public;

est déléguée au fonctionnaire dirigeant. Celui-ci peut accorder par acte écrit et préalable une subdélégation au responsable du Service des Prestations Individuelles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant exerce la délégation prévue à cet article.

Art. 16. Délégation de compétence est accordée à l'équipe pluridisciplinaire instituée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes, en ce qui concerne :

1° les décisions relatives à l'établissement des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, sauf si ces processus prévoient l'octroi d'une aide individuelle à l'intégration qui doit être considérée comme exceptionnelle;

2° les décisions relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

3° les décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées.

Toute personne ayant la connaissance effective des prestations sollicitées par une personne handicapée et expressément invitée par le responsable du Service des Prestations individuelles peut participer à la prise des décisions susmentionnées et relative à la personne handicapée concernée.

Art. 17. L'ordonnement des sommes dues aux personnes handicapées, aux employeurs qui les occupent sous contrat d'emploi ou sous le régime du statut, aux employeurs, organismes privés ou publics qui assurent leur formation professionnelle, en exécution des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle adressés aux personnes handicapées ou décisions reprises à l'article 15, 6° est délégué au responsable du Service des Prestations individuelles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant exerce la délégation prévue à cet article.

Art. 18. En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère psychologique relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou ayant introduites une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au fonctionnaire de niveau 1 titulaire d'un diplôme de licence en sciences psychologiques affecté au Service des Prestations individuelles.

Art. 19. En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère médical relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle ou ayant introduit une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au médecin affecté au Service des Prestations individuelles.

Art. 20. § 1er. Dans le cadre des dispositions réglementaires prévues en matière d'octroi et de liquidation de subventions à l'investissement aux institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au responsable du Service Etudes et Développement pour requérir tout engagement de maintenir à la subvention l'affectation pour laquelle elle est octroyée et de rembourser le montant de la subvention liquidée si l'affectation est modifiée sans autorisation du membre du Collège fonctionnellement compétent.

§ 2. Dans le cadre des dispositions réglementaires étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au responsable du Service Etudes et Développement pour notifier toute décision prise en la matière.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant peut exercer les délégations prévues à cet article.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 21. Dans les seuls cas requis par l'urgence et l'impérieuse nécessité d'assurer la continuité du service en matière d'octroi et d'ordonnement des subventions et interventions réglementaires aux institutions agréées et de mise en oeuvre des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, le fonctionnaire dirigeant est habilité à subdéléguer les compétences qui lui sont déléguées ou qui sont déjà déléguées à certains fonctionnaires, à d'autres fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées par acte écrit et préalable communiqué sans délai au membre du Collège fonctionnellement compétent.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1995 pour une période de trois mois.
Bruxelles, le 28 septembre 1995.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège chargé du Budget et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 95

[C - 31565]

28 SEPTEMBER 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de delegaties van bevoegdheden en ondertekeningen aan de leidende ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale en beroeps-integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op de artikelen 17, 18, 21, 26, 28, 32 tot 35 en 39 van de wet van 16 april 1963 inzake de sociale herklassering van gehandicapten, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 inzake de sociale herklassering van gehandicapten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van de instelling bevoegd om te beslissen over de toelatingsaanvragen van gehandicapten om te genieten van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 inzake de ontbinding van het Gemeenschapsfonds voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces alsook de overdracht van haar goederen, rechten en verplichtingen aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden onder haar leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van haar werking en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het financieel statuut van het personeel van de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende de carrière van de ambtenaren van de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de loonschalen van de ambtenaren van de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende de uitoefening van een hogere functie in de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 1994 houdende de betaling van het personeel van de instellingen van openbaar belang van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 op de controle van bepaalde instellingen van openbaar belang;

Gelet op de wet van 15 mei 1846 op de boekhouding van de Staat;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 inzake de inrichting van het Rekenhof;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de boekhouding van de staat;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 houdende overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 betreffende het algemeen lastenboek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, 1°;

Overwegende dat het nodig is om onverwijld de delegaties van bevoegdheid en ondertekening vast te leggen toegekend aan de leidende ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Delegaties op het vlak van personeel*

Artikel 1. § 1. In overeenkomst met de administratieve en financiële statuten die van toepassing zijn op het personeel van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt aan de leidende ambtenaar delegatie van bevoegdheid en van ondertekening gegeven voor:

1° de toelating van prestaties ten uitzonderlijke titel en het goedkeuren van de kostenstaten en aanverwante voor de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4;

2° het gemakshalve ter beschikking stellen van ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4 die erom vragen;

3° de opstelling van het vereiste voorstel voor een ter beschikking stelling in het belang van de dienst;

4° de vaststelling van rechtswege van beschikking voor ziekte of gebrek van de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4 en het vaststellen van de voorlopige vergoeding die hen moet worden toegekend.

5° een ambtenaar afwezig door ziekte opnieuw in dienst roepen omdat de Administratieve Gezondheidsdienst hem geschikt heeft bevonden om gedeeltelijk zijn functies terug op te nemen, indien dit verenigbaar is met de vereiste voor een goede werking van de dienst;

6° de personeelsleden verlof toe te kennen van om het even welke aard, waarop zij recht hebben;

7° beslissingen te nemen voor de aanvaarding van het vrijwillig ontslag of het normaal opruiststellen van vaste of tijdelijke ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4;

8° een ambtenaar op non-actief zetten wanneer hij zonder toestemming afwezig is of zonder geldige reden de termijn van zijn verlof overschrijdt;

9° het opleggen van iedere tuchtmaatregel, behalve de blaam, aan ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 of om het even welke schorsing uit te spreken ten aanzien van de ambtenaren van hetzelfde niveau; in het belang van de dienst;

10° de bezoldiging van de personeelsleden vast te leggen, het voorschot van de bezoldiging te bepalen en het bedrag van de toelage vast te stellen voor de uitoefening van hogere functies;

11° het bevorderen door verhoging van graad en benoemen door wijzigen van graad voor de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4;

12° de vereiste maatregelen te nemen om de ambtenaar met vlakke loopbaan te bevorderen tot om het even welke graad waaruit deze loopbaan bestaat;

13° een ambtenaar aan te duiden voor de uitoefening van een hogere functie in de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4, na een met reden omkleed advies van de raad van bestuur en ten voorlopige titel een ambtenaar aan te stellen voor de uitoefening van een hogere functie in de graden van niveau 1, 2, 3 en 4 wanneer de continuïteit van de dienst dit vereist;

14° het ontslaan, omwille van ernstige redenen, van personeelsleden die bij contract werden aangenomen met inbegrip van de gesubsidieerde contractuele ambtenaren en de jonge stagiairs. Deze maatregel moet bevestigd worden door het College;

15° de handelingen uit te voeren inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten;

16° de toelatingen te verlenen om deel te nemen aan vergaderingen, congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties in binnen- en buitenland, mits het akkoord van het functioneel bevoegd Lid van het College wanneer het gaat om een opdracht van meer dan 5 dagen;

17° de voorlopige aanstelling van de personeelsleden binnen de diensten regelen;

18° het onderhouden van de relaties met het Vast Wervingssecretariaat;

19° de kostenstaten van de verplaatsingen en verblijven te ondertekenen opgesteld op naam van de personeelsleden in het kader van hun opdrachten buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

20° de personeelsleden toe te laten hun persoonlijk voertuig te gebruiken om zich bij gelegenheid voor de dienst buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verplaatsen, op voorstel van de verantwoordelijken van de dienst;

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de leidende ambtenaar en bij hoogdringendheid, worden de bevoegdheden opgesomd in § 1 uitgeoefend door de verantwoordelijken van het Hoofdbestuur, onverminderd de bepalingen in § 3.

§ 3. Voor zover het gaat om de toekenning van jaarlijks verlof, inhaalrust, omstandigheidsverlof, familiaal verlof, verlof voor bloedgeven of plasmaferese, kan de bevoegdheid opgenomen in § 1, 6° afgevaardigd worden aan de ambtenaren die uitdrukkelijk bij schriftelijke akte van de leidende ambtenaar worden aangeduid voor de personeelsleden die aangesteld zijn bij deze dienst.

Art. 2. De leidende ambtenaar informeert het functioneel bevoegd lid van het College, evenals het lid van het College belast met het openbaar ambt van de maatregelen die werden genomen in toepassing van artikel 1, § 1, 2°, 5°, 6° (behalve voor het verlof voorzien in artikel 1, § 3), 7°, 8°, 10°, 11°, 13°, 17°.

Art. 3. De leidende ambtenaar maakt om de 6 maand de geactualiseerde lijst van de personeelsleden geklasseerd per dienst, graad en functie over aan de leden van het College.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake vorming en uitvoering van overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten*

Art. 4. De financiële limieten van de delegaties voorzien in onderhavig hoofdstuk zijn exclusief belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 5. Binnen de beperkingen van de beschikbare kredieten en onverminderd de beperkingen opgelegd door de wettelijke en reglementaire bepalingen ter regeling van de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten, is de leidende ambtenaar gemachtigd om het bijzonder lastenkohier of de documenten te bepalen, de gunningswijze van de opdracht te kiezen, de procedure op gang te brengen en de aanbestedingen goed te keuren voor de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten, waarvan het bedrag niet de :

- 2.500.000 BEF overschrijdt voor de gegunde opdrachten bij openbare aanbesteding of bij algemene offerte-aanvraag;
- 1.250.000 BEF voor de opdrachten bij beperkte openbare aanbesteding of bij beperkte offerte-aanvraag;
- 250.000 BEF voor onderhands gegunde opdrachten.

Art. 6. De voorafgaande delegaties zijn enkel geldig in de volgende gevallen:

1° het voorwerp van de uitgave werd goedgekeurd door het College of het functioneel bevoegd lid, hetzij door goedkeuring van een programma waartoe het voorwerp behoort, hetzij door een bijzondere beslissing inzake dit voorwerp;

2° de uitgave maakt het voorwerp uit van een nominatieve inschrijving op de goedgekeurde begroting van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Geen enkele toelating is vereist wanneer het gaat om een gewone uitgave voor de gewone behoeften van de diensten (gewone werkings-, verbruiks-, en uitrustingskosten).

Art. 7. De leidende ambtenaar is ook gemachtigd om in het kader van de normale uitvoering van de gesloten koop en binnen de beperkingen van de uitvoering van het oorspronkelijk gepland voorwerp, de facturen en vorderingen goed te keuren inzake de opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten zelfs al overschrijdt het bedrag de volmachten voorzien in artikel 5.

Art. 8. De leidende ambtenaar is gemachtigd om maatregelen en beslissingen te nemen met betrekking tot de uitvoering van de afgesloten opdracht.

Art. 9. Voor de opdrachten die de 1.250.000 BEF niet overschrijden is de leidende ambtenaar gemachtigd om af te wijken van het algemeen lastenkohier, te handelen bij voorlopige prijs of bij terugbetaling, de prijscontrole op te leggen en de toekenning van voorschotten te voorzien, zonder nadeel voor het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK III. — *Volmacht inzake ondertekening en op financieel vlak*

Art. 10. Volmacht wordt gegeven aan de leidende ambtenaar

1° Om volgende documenten te ondertekenen:

a) de bestelbonnen en brieven met betrekking tot de bestellingen binnen de beperkingen voorzien in artikel 5 van onderhavig besluit;

in geval van verhindering of afwezigheid van de leidende ambtenaar kan deze zijn volmacht overdragen bij schriftelijke en voorafgaande akte aan de ambtenaar belast met het Hoofdbestuur;

b) onverminderd de bepalingen vervat in Hoofdstuk IV, de briefwisseling inzake de gewone onderzoeksakten, de vragen naar inlichtingen, de herinneringsbrieven, de overdrachtsnota's en -brieven, de voor eensluidend verklaarde copys en uittreksels van documenten, iedere kennisgeving van beslissing die genomen werd ten uitvoering van de reglementering inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

overdracht van bevoegdheid kan worden toegestaan bij schriftelijke en voorafgaande akte van de leidende ambtenaar die er de beperkingen zal van omschrijven, aan ambtenaren van niveau 1 welke hij uitdrukkelijk aanduidt.

c) onverminderd de bepalingen in Hoofdstuk IV, de betalings- en terugvorderingsordonnanties voor de betaling van voorschotten van het fonds;

de volmacht kan worden overgedragen bij schriftelijke en voorafgaande akte aan de ambtenaar belast met het Hoofdbestuur;

d) de ontvangstbewijzen van de aangetekende en andere zendingen welke worden voorgelegd bij het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

de volmacht kan worden overgedragen bij schriftelijke en voorafgaande akte aan om het even welke ambtenaar die hij hiertoe aanduidt.

2° Om goed te keuren:

a) de facturen en vorderingen inzake leveringen, werken of prestaties van iedere aard;

b) de borderellen ingediend door de maatschappijen voor openbaar vervoer, voor het vervoer gedaan voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

c) de rekeningen en inkomsten, evenals de rekeningen zowel in materiaal als in geld, voor te leggen aan het Rekenhof;

d) de uitgaven van om het even welke aard en meer bepaald de kostenstaten voor de huuruittgaven;

e) de verlengingen voor de uitvoering van bouwwerkzaamheden en inrichtingswerken voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces die het voorwerp hebben uitgemaakt van een subsidiëringstoelage;

f) de vorderingsstaten en eindafrekeningen voor de werken uitgevoerd voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale en beroepsintegratie van gehandicapten waarvan het bedrag binnen de perken ligt van artikel 5;

3° om uitgaven te doen en te betalen in het kader van de beslissingen genomen door het College of door het lid van het College dat functioneel bevoegd is, onverminderd de bepalingen vervat in Hoofdstuk IV.

Art. 11. Volmacht kan worden gegeven bij schriftelijke en voorafgaande akte aan de ambtenaar belast met het Hoofdbestuur in de gevallen voorzien in artikel 10, 2°.

HOOFDSTUK IV. — Volmachten inzake prestaties verleend in het kader van opdrachten omschreven in artikel 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

Art. 12. § 1. Bij uitzondering van de investeringstoelagen van de erkende instellingen door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en van de aanvullende toelagen voor onderhoud toegekend aan de beschutte werkplaatsen waarvan het beheer ontoereikend blijkt, wordt het toekennen van toelagen en andere interventies geregeld door organieke verordeningen die er de voorwaarden van toekenning van bepalen en het bedrag of het berekeningssysteem van het bedrag en die bestemd zijn voor instellingen erkend door het bovenvermeld Brussels Fonds overgedragen aan de leidende ambtenaar, ongeacht het bedrag ervan.

§ 2. In geval van verhindering of afwezigheid van de leidende ambtenaar kan een overdracht van bevoegdheid worden toegestaan aan de ambtenaar verantwoordelijk voor de Dienst Collectieve Uitkeringen of, bij ontstentenis, aan een ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorafgaande akte aanduidt.

Art. 13. De ordonnanciering van de toelagen vervat in artikel 12, met inbegrip van de investeringstoelagen, wordt gedelegeerd aan de ambtenaar verantwoordelijk voor de Dienst Collectieve Uitkeringen, ongeacht het bedrag ervan. In geval van verhindering of afwezigheid van de leidende ambtenaar kan een overdracht van bevoegdheid worden toegestaan aan de ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorafgaande akte aanduidt.

Art. 14. De ordonnanciering van toelagen van meer dan 100.000 frank en de toekenning en de ordonnanciering van de toelagen van 100.000 frank of minder toegekend aan de promotoren van de pilootprojecten beslist door het College of het functioneel bevoegd lid van het College wordt overgedragen aan de leidende ambtenaar, ongeacht het bedrag ervan.

Art. 15. De ondertekening van de:

1° kennisgevingen aan de belanghebbenden van het algemeen verloop aangaande de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en de briefwisseling die ermee verband houdt;

2° kennisgevingen betreffende de toelating van gehandicapten ten gunste van de bepalingen van het decreet van 17 maart 1994 inzake sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

3° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een opleidingscentrum erkend door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of door het Waals agentschap voor de integratie van gehandicapten;

4° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een erkend centrum of erkend door de BGDA of door het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

5° contracten voor beroepsherscholing met een werkgever;

6° kennisgevingen aangaande de tussenkomst van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces bij de inrichting van een werkpost door de werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

7° beslissingen aan het adres van de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de toelatingsprocedure van gehandicapten in deze instellingen;

8° briefwisseling inzake de tewerkstelling van gehandicapten in privé-ondernemingen, openbare besturen en instellingen van openbaar belang;

wordt overgedragen aan de leidende ambtenaar. Deze kan bij schriftelijke en voorafgaande akte een overdracht van bevoegdheid toekennen aan de verantwoordelijke van de Dienst Individuele Uitkeringen. In geval van verhindering of afwezigheid van de leidende ambtenaar oefent een ambtenaar van niveau 1, uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorafgaande akte aangeduid, de delegatie voorzien in dit artikel uit.

Art. 16. Delegatie van bevoegdheid wordt toegekend aan het interdisciplinair team ingesteld bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de toelatingsaanvragen van gehandicapten ten voordele van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen wat betreft :

1° de beslissingen m.b.t. het opstellen van het algemeen verloop van de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, behalve als dit verloop voorziet in de toekenning van een individuele integratietoelage die als uitzonderlijk moet worden beschouwd;

2° de beslissingen m.b.t. de tussenkomst van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces bij de inrichting van een werkpost door de werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

3° de beslissingen aan het adres van de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de toelatingsprocedure van gehandicapten;

Iedere persoon die daadwerkelijk op de hoogte is van de uitkeringen aangevraagd door een gehandicapte en die door de verantwoordelijke van de Dienst Individuele Uitkeringen uitdrukkelijk gevraagd wordt, heeft inspraak in de bovenvermelde beslissingen inzake de betrokken gehandicapte.

Art. 17. De ordonnanciering van de verschuldigde sommen aan de gehandicapten, aan de werkgevers die hen tewerkstellen onder arbeidscontract of onder het statutair stelsel, aan de werkgevers, private of openbare instellingen die hun beroepsopleiding verzekeren, door de globale voorzieningen van de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces aan het adres van de gehandicapten uit te voeren of beslissingen vervat in artikel 15, 6° wordt overgedragen aan de verantwoordelijke van de Dienst Individuele Uitkeringen. In geval van verhindering of afwezigheid van de leidende ambtenaar oefent een ambtenaar van niveau 1, uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorafgaande akte aangeduid, de delegatie voorzien in dit artikel uit.

Art. 18. Inzake informatieoverdracht of overdracht van psychologische verslagen van gehandicapten die genieten van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt er dus een delegatie van ondertekening toegekend aan de ambtenaar van niveau 1 en houder van een licentiaatsdiploma psychologie, tewerkgesteld bij de Dienst Individuele Uitkeringen.

Art. 19. Inzake informatieoverdracht of overdracht van medische verslagen van gehandicapten die genieten van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt er dus een delegatie van ondertekening toegekend aan de arts, tewerkgesteld bij de Dienst Individuele Uitkeringen.

Art. 20. § 1. In het kader van de reglementaire bepalingen, voorzien op het vlak van de toekenning en de vereffening van investeringstoelagen aan de instellingen erkend door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt er delegatie gegeven aan de verantwoordelijken van de Dienst Studies en Ontwikkeling teneinde er zich toe te verbinden de bestemming te behouden voor dewelke zij wordt toegekend en het bedrag van de vereffende toelage terug te betalen als de bestemming werd gewijzigd zonder toestemming van het functioneel bevoegd Lid van het College.

§ 2. In het kader van de reglementaire bepalingen waarvan de toepassing van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 inzake de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt uitgebreid tot de personen van buitenlandse nationaliteit, wordt delegatie gegeven aan de verantwoordelijke van de Dienst Studies en Ontwikkeling voor de betekening van iedere beslissing die terzake wordt genomen.

§ 3. In geval van verhindering of afwezigheid van deze verantwoordelijke, kan een ambtenaar van niveau 1, uitdrukkelijk aangeduid bij schriftelijke en voorafgaande akte, de delegaties uitoefenen voorzien in dit artikel.

HOOFDSTUK IV. — Eindbepalingen

Art. 21. Enkel in de gevallen van hoogdringendheid en de dringende noodzaak om de continuïteit van de dienst te verzekeren op het vlak van de toekenning en de ordonnancering van de toelagen en de reglementaire tussenkomsten aan de erkende instellingen en voor de uitvoering van het algemeen verloop voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, is de leidende ambtenaar gemachtigd om de bevoegdheden die hem zijn toegekend over te dragen of die reeds overgedragen zijn aan bepaalde ambtenaren, aan andere ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces bij schriftelijke en voorafgaande akte dewelke zonder verwijl meegedeeld wordt aan het functioneel bevoegd Lid van het College.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1995 voor een periode van drie maanden.
Brussel, 28 september 1995.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting en Internationale Betrekkingen

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S-Mac — 9989]

12 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit houdende machtiging van een beheersvennootschap van rechten om haar werkzaamheden op het nationale grondgebied uit te oefenen (1)

De Minister van Justitie,

Gelet op de artikelen 67 en 72, vierde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 67 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, de beheersvennootschappen van rechten een vergunning moeten bekomen van de Minister die bevoegd is voor het auteursrecht om op het nationale grondgebied werkzaam te kunnen zijn;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 72, vierde lid, van voornoemde wet, deze vergunning van rechtswege wordt toegekend op verzoek van de vennootschappen die, sedert ten minste drie jaar voor de inwerking-treding van deze wet de activiteit van het beheer van rechten hebben verricht, of die dergelijke werkzaamheden hebben overgenomen van een vennootschap of van een vereniging die ze even lang heeft verricht;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten (*Belgisch Staatsblad* van 27 juli 1994, err. *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1994) gewijzigd bij de wet van 3 april 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 29 april 1995).

MINISTERE DE LA JUSTICE

[S-Mac — 9989]

12 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel autorisant une société de gestion des droits à exercer ses activités sur le territoire national (1)

Le Ministre de la Justice,

Vu les articles 67 et 72, alinéa 4, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Considérant qu'en application de l'article 67 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, les sociétés de gestion des droits doivent être autorisées par le Ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions à exercer leurs activités sur le territoire national;

Considérant qu'en application de l'article 72, alinéa 4, de la loi précitée, l'autorisation est accordée de plein droit à la demande des sociétés qui exercent effectivement l'activité de gestion des droits depuis au moins trois ans précédant l'entrée en vigueur de la loi ou qui ont repris de telles activités d'une société ou d'une association qui les ont exercées durant le même délai;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (*Moniteur belge* du 27 juillet 1994, err. *Moniteur belge* du 22 novembre 1994) modifiée par la loi du 3 avril 1995 (*Moniteur belge* du 29 avril 1995).